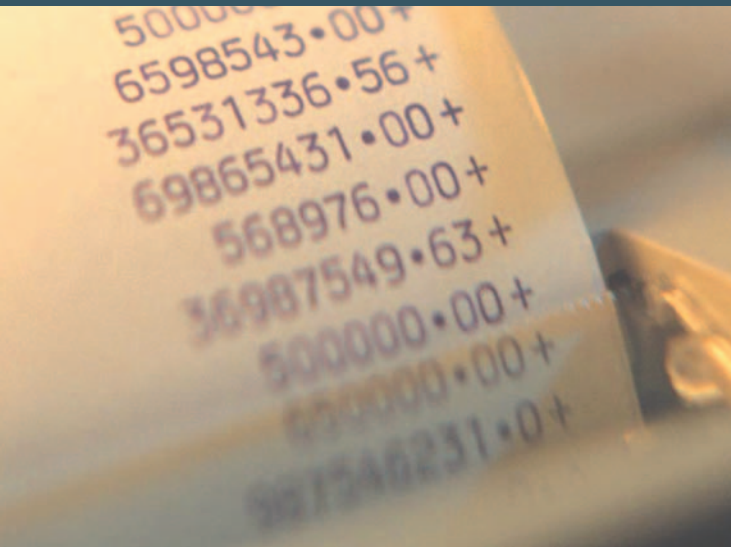


Der Newsletter der TREUHAND COTTING AG, COTTING REVISIONS AG
und der Fiduciaire REVICOR Consulting AG.



niemand. Gesetze über den Autobahnbau, den Flugverkehr, das Radio und Fernsehen, Schusswaffen und viele andere Bereiche sind ebenfalls jüngeren Datums. Gesetze sind statisch und müssen fortlaufend den neuen Gegebenheiten angepasst werden. Gesetze dienen als Grundlage, die den Individuen der Gesellschaft ein Zusammenleben ermöglicht. Für Naturkatastrophen wie z.B. Erdbeben, Überschwemmungen trägt der Mensch grundsätzlich keine Schuld. Es benötigt aber Vorgaben (z. B. Bauvorschriften) zum Schutz der Bevölkerung.

Berge von Gesetzen entstehen, weil Menschen immerwährend nach den eigenen Vorteilen streben, oftmals rücksichtslos und zu Lasten der Mitmenschen. Wäre der Mensch nicht mit den Eigenschaften der Hab- und Machtsucht sowie dem Egoismus bestückt, wären wohl Gesetze wie das Kartellgesetz, Militärgesetz, Eherecht, Erbrecht, Strafgesetzbuch etc. weitestgehend überflüssig.

Da wir Erdenbewohner aus den besagten Gründen also nicht so tolle Kerle sind, versuchen wir auf der Grundlage von neuen Erkenntnissen und Erfahrungen dem mit neuen oder modifizierten Gesetzen entgegenzuwirken. Fortlaufend wird jeder Gegebenheit eine Verordnung angehängt. Heute stehen wir einer Gesetzesflut gegenüber, welche in der Ausführung oft komplex und zeitintensiv ist. Des Weiteren bewirkt nicht jede Vorgabe das gewünschte Ergebnis.

Unsere KMU-Betriebe investieren viel Zeit und Kosten zur Erfüllung der Vorgaben. Die Güter- und Dienstleistungsproduktion leidet darunter und für Kleinbetriebe wirkt sich die immer grösser werdende Bürokratie als demotivierend aus. Je kleiner das Unternehmen, desto schwerer drückt der administrative Aufwand im Verhältnis auf die jährlichen Gesamtkosten.

Wie soll dieser Entwicklung Einhalt geboten werden und unter welchen Bedingungen? Patentrezepte gibt es nicht! Die Vision nach vereinfachten Vorschriften in der Handhabung und Umsetzung muss der Weg der Politiker sein.

Wir als Dienstleistungsbetrieb stehen Ihnen, als fester Partner, in der Abarbeitung des Gesetzesdschungels gerne zur Seite. Erfinden werden wir bestimmt keine neuen Gesetze. Wir verordnen Ihnen lediglich, liebe Kundinnen und Kunden sowie geschätzte Leserinnen und Leser, die vorliegende CoRE –Ausgabe sich intensiv zu Gemüte zu führen.

Editorial



Wolfgang Jendly
Partner, Sitzleiter Düdingen

**Geschätzte Kundinnen und Kunden,
liebe Leserinnen und Leser**

Warum brauchen wir so viele Gesetze?

Bereits die alten Römer besaßen ein ausgebautes Rechtssystem. Gesetze über chemische Substanzen oder für den Bau elektrischer Apparate brauchten sie noch nicht. Den motorisierten Strassenverkehr hatte um 1800 noch kein Gesetz geregelt. Die Automobile zu jener Zeit standen noch in den Kinderschuhen und wurden als Attraktion angesehen. An ein Reglement dachte noch

Successions et fiscalité



Julie Perriard
Bachelor of Law

Quelques connaissances utiles en tout temps !

La vocation légale

On parle de vocation légale lorsque le défunt n'a pas laissé de testament ou de pacte successoral. La succession se règle alors selon la loi. Le conjoint survivant est toujours héritier. Parmi les autres héritiers légaux, il y a :

- les enfants, voire les petits-enfants si les enfants sont déjà décédés ;
- à défaut de descendants, les parents (évt. leurs propres enfants) ;
- à défaut de parents, les grands-parents (évt. leurs propres enfants) ;

La part du conjoint survivant varie selon qu'il est en concours avec les enfants, les parents ou les grands-parents du défunt. Si aucun de ces héritiers présumés n'a survécu au défunt, et sans testament de sa part, sa succession est dévolue au canton du dernier domicile.

Ex. Isabelle est décédée en laissant son époux et sa mère. Son époux recevra les $\frac{3}{4}$ de la succession et sa mère $\frac{1}{4}$.

La masse à partager se compose des actifs du défunt, diminués des dettes du défunt (factures impayées) et des dettes de la succession (p.ex. les frais funéraires). Mais, il faut encore rajouter les rapports (appelés aussi avancement de hoirie) ; ce sont les donations à caractère de dotation faites aux enfants et petits-enfants par le défunt lorsqu'il était encore en vie (p. ex. un terrain à bâtir ou un chalet de vacances). Ils sont à remettre, par les héritiers seulement, de manière comptable, dans la masse à partager et sont évalués à leur valeur au moment du décès – à l'exception de l'argent qui garde sa valeur du moment de la donation.

La vocation volontaire

Lorsque le défunt a exprimé une volonté dans le partage de sa succession (le plus souvent par un testament), il s'agit d'une vocation volontaire. Chacun est libre de choisir quiconque comme héritier mais il est lié par les « réserves des héritiers légaux ». En effet, un époux et père de deux enfants ne peut pas léguer toute sa fortune à un ami en ne laissant rien à sa famille. Ainsi, les enfants sont protégés pour les $\frac{3}{4}$ de leur droit de succession, les parents et le conjoint pour $\frac{1}{2}$. Si le bénéficiaire de la libéralité refuse de laisser sa part à l'héritier réservataire, ce dernier doit faire valoir son droit devant un juge. La protection n'est pas assurée d'office par la justice.

Ex. Patrick a institué héritier sa cousine Anna pour toute sa fortune. Son épouse pourra tout de même revendiquer $\frac{1}{4}$ de la masse à partager (sa part de $\frac{1}{2}$ multipliée par sa réserve de $\frac{1}{2}$) et son fils pourra faire de même pour $\frac{3}{8}$ de la masse à partager (sa part de $\frac{1}{2}$ multipliée par sa réserve de $\frac{3}{4}$). Ainsi, il ne restera à Anna que $\frac{3}{8}$.

Lors de la rédaction d'un testament olographe – sans l'aide d'un notaire –, il est important de penser à ne pas répéter ce qui se trouve déjà dans la loi pour éviter tout risque de confusion.

L'acquisition de la succession

Les héritiers acquièrent les actifs et les passifs du défunt de manière automatique de par la mort-même de ce dernier. Les dettes du défunt sont dès lors de la responsabilité des héritiers. Comme ce principe peut être dur dans le cas d'une succession où les dettes sont plus importantes que les actifs, les héritiers ont trois moyens pour se protéger :

- Ils peuvent répudier la succession, c'est-à-dire la refuser totalement. Ils renoncent alors aussi aux actifs.
- Ils peuvent demander l'établissement d'un inventaire officiel. Ils pourront ensuite soit répudier la succession soit l'accepter telle qu'inventoriée.
- Ils peuvent demander la liquidation officielle de la succession. Ils ne répondent dès lors plus des dettes par contre ils n'ont aucun regard sur la manière dont l'Etat liquide les biens. En cas de bénéfice de liquidation, ce dernier revient aux héritiers.

Fiscalité

L'imposition des successions est de compétence cantonale exclusivement. Aucun impôt fédéral n'est prélevé. Les cantons compétents sont : celui du dernier domicile du défunt (biens mobiliers) et/ou celui sur lequel un immeuble est situé. Nous nous baserons sur le canton de Fribourg dans les explications ci-dessous, tout en sachant que les autres cantons exercent leur imposition de manière relativement similaire.

Le débiteur de l'imposition est toujours le bénéficiaire. Toutefois, les transferts de biens au conjoint et aux parents en ligne directe (descendance et ascendance) sont exonérés.

La base de calcul sur laquelle le taux d'imposition est appliqué est la valeur vénale des biens au moment du décès diminuée des dettes du défunt et de la succession. Afin de connaître l'étendue des biens devant être imposés, un inventaire fiscal doit être dressé par le juge de paix, en collaboration avec les héritiers. Cet inventaire est ensuite remis au service des impôts qui envoie un bordereau pour paiement aux différents bénéficiaires de la succession selon leur part respective.

Le taux d'imposition cantonal, auquel il faut rajouter le taux communal (les centimes additionnels), varie en fonction du bénéficiaire. Par exemple, pour les frères et sœurs, il est de 8.29% au maximum avec les centimes additionnels et pour une personne sans lien de parenté, il est de 37.40% au maximum avec les centimes additionnels.

Willkommen zum Erfolg



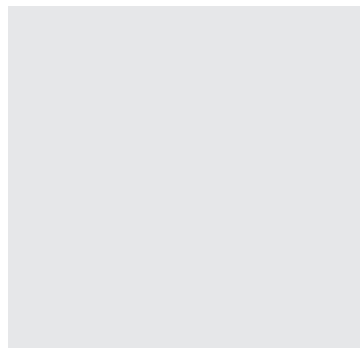
Die GENILEM-Idee stammt von Herrn Armand Lombard, welcher den ersten selbständigen Verein GENILEM 1995 in Genf gegründet hat.

Mit der Gründung von GENILEM Espace Mittelland am 6. April 2011 unterstützt die Treuhand Cotting AG in Bern die Innovation von Jungunternehmen in ihrem Wirtschaftsraum. Als wichtiger Baustein der Wirtschaftsförderung gelingt es GENILEM die langfristige Existenz von Jungunternehmen

durch ein konsequentes 3-Jahres-Gratiscoaching wesentlich zu beeinflussen. Die durchschnittliche Erfolgsquote von GENILEM beträgt in den 15 Jahren ihrer Existenz rund 90%.

Die Treuhand Cotting AG in Bern unterstützt die Bemühungen von GENILEM Espace Mittelland indem sie sowohl Personal als auch die Infrastruktur und das Sekretariat zur Verfügung stellt.

v.l.n.r.
Daniel Neuhaus
Bernhard Emch
Seline Iseli
Armand Lombard
Harro Lüdi
Andy Marko



Harro Lüdi
Partner
Dipl. Wirtschaftsprüfer
Sitzleiter Bern
Präsident Genilem Espace
Mittelland

Harro Lüdi und Regierungsrat Andreas Rickenbacher,
Volkswirtschaftsdirektor des Kantons Bern

*«Viele Wege führen nach Rom,
aber nur wenige führen zum Erfolg»*

(Zitat Harro Lüdi)

CoRE News

Gründungsveranstaltung GENILEM Espace Mittelland



Seline Iseli
Vizepräsidentin
GENILEM Espace Mittelland

Eine Wegtafel mit der Aufschrift «Willkommen zum Erfolg» wies die zahlreichen Interessierten aus Wirtschaft, Politik und Akademie am 6. April 2011 zur Gründungsveranstaltung von GENILEM Espace Mittelland im schönen Burgerratssaal im Kultur Casino Bern.

Das Motto von GENILEM Espace Mittelland «Willkommen zum Erfolg» führte wie ein roter Faden durch den Gründungsanlass. Einleitend begrüßte Harro Lüdi, Präsident GENILEM Espace Mittelland, die Zuschauer mit einem Referat über die entscheidenden Faktoren von Erfolg und Ansätzen wie GENILEM Espace Mittelland die jungen Unternehmen genau zu diesem führen kann. Er unterstrich auch die Wichtigkeit als Jungunternehmer auf die Erfahrungen von gestandenen Wirtschaftskräften zurückgreifen zu können, um sich längerfristig erfolgreich auf dem Markt zu positionieren.

Armand Lombard, Gründer GENILEM, unternahm einen Exkurs in die Geschichte und Gründung von GENILEM Schweiz in Genf und wagte auch einen Blick in die Zukunft mit den verschiedenen Möglichkeiten und Herausforderungen. Mit der Gründung von GENILEM Espace Mittelland konnte nun eine Lücke zwischen der Romandie und der Deutschschweiz vollständig geschlossen werden und damit ist GENILEM in fast allen Regionen der Schweiz präsent und etablierte sich als wichtiger Akteur in der Wirtschaftsförderung.

Aus der Politik referierte Andreas Rickenbacher, Regierungsrat und Volkswirtschaftsdirektor des Kantons Bern, über die Wichtigkeit der Zusammenarbeit zwischen der Privatwirtschaft und der öffentlichen Hand zur Förderung von jungen und innovativen Unternehmen. Rund ein Drittel aller Unternehmen, die von Jungunternehmerinnen und Unternehmern gegründet werden, existieren nach 3 Jahren be-

reits nicht mehr. Nach 5 Jahren besteht nur noch die Hälfte. Genau an diesem Punkt setzt das wertvolle Engagement von GENILEM Espace Mittelland an und tritt dieser Entwicklung mit der Unterstützung durch ein einzigartiges Coaching-Programm mit erfahrenen Unternehmern entgegen.

Zum Schluss der Veranstaltung stellte der Jungunternehmer von swissecosystems Mathias Spicher anhand seines Kleinbiogaswerkunternehmens seine Erfahrungen mit der Unterstützung von GENILEM vor. Er strich dabei die wichtige Rolle der Coaches hervor, den Jungunternehmer mit kritischen Fragen zu konfrontieren und ihn in der Aufbauphase begleitend zu unterstützen.

Mit Harro Lüdi, Seline Iseli, Bernhard Emch, Andy Marko und Daniel Neuhaus verfügt der Vorstand von GENILEM Espace Mittelland über ein junges und engagiertes Team, gewillt das Motto von GENILEM Espace Mittelland umzusetzen.



CoRE Kolumne

Ein bisschen Necken soll sein...

Was hat denn der Marc Lüthi an dieser Stelle zu suchen, fragen Sie sich vielleicht. Der CEO vom SCB im Newsletter einer Freiburger Treuhand- und Revisionsgesellschaft mit einer seit 1997 erfolgreichen Niederlassung in Bern ist eine aussergewöhnliche Sache. Immerhin sorgen die drei Buchstaben SCB im Grossraum Freiburg nirgends für ein Echo der Zuneigung – soweit mir bekannt. Also stelle ich mir vor, dass Sie, geschätzte Leserinnen und Leser, bereits Daumen und Zeigefinger aktiviert haben, um jetzt umzublättern statt weiterzulesen.

Falls Sie meinen Zeilen doch noch weiter folgen, sei Ihnen versichert, ich hätte Verständnis, wenn Sie es nicht tun würden. Seien Sie gewarnt: Ich werde die mir gebotene Plattform nicht nur dankend, sondern auch schamlos ausnützen, um unseren SCB ins richtige Freiburger Licht zu rücken.

Fangen wir gleich mal an: Wie oft war eigentlich der HC Fribourg-Gottéron schon Schweizer Eishockeymeister? Empfinden Sie die Frage als Provokation? Nun, wir vom SCB waren zwölf Mal Meister. In Freiburg nimmt man bezüglich SCB anderes lieber zur Kenntnis. Ich nehme an, dass man sich gerne an den Playoff-Viertelfinal von 2008 erinnert, als der SCB gegen die Saanestädter mit 2:4 Siegen ausschied. Dazu möchte ich folgendes deponiert haben: Wir waren damals besser, ihr habt einfach Glück gehabt.

So wie ich das empfinde, ist der Freiburger Neid recht gross, noch grösser ist jeweils die gegenseitige Schadenfreude. Dazu gibt es ein Dokument aus alter Zeit. 1982, das war, als der SCB zum letzten Mal in die zweithöchste Spielklasse abgestiegen ist. Da machten sich einige Freiburger einen Höllenspass und veröffentlichten ein Trauerschreiben mit dem Titel «Ruhe sanft...»

Darin war unter anderem folgendes zu lesen: «*Wir haben die schmerzliche Pflicht, Sie vom Abstieg des SC BERN in Kenntnis zu setzen. Mit innigem Beileid im Herzen wünschen die Anhänger des HC GOTTERON dem Kellerkind SC Bern ewige Ruhe. Die Trauerfeier findet im Allmendstadion mit Fahnenverbrennung und Flaschenwerfen statt. Die Fanclub-Mitglieder und die Nachbarsektionen sind gebeten zahlreich daran teilzunehmen. Statt Blumen bringe jeder ein SCB-Wunderkerzli mit. Trauerbesuche können in Zukunft jede Woche u.a. bei den Spitzenspielen gegen den HC Villars und dem EHC Grindelwald gemacht werden.*»

Damit ist der Beweis erbracht: Schadenfreude könnte grösser kaum sein, und sie war es schon 1982. Dazu ist unbedingt zu bemerken: Aus Langnau, in jenen Jahren noch der Erzrivale Nummer 1 des SCB, ist kein ähnliches Schriftstück überliefert.

Das sagt einiges. Aber ich bin ja ein Menschenfreund, auch wenn ich zu Recht als knallharter Unternehmer gelte. Deshalb: Schön, wenn wir Berner Euch Freiburgern ab und zu eine Freude bereiten können.



Marc Lüthi

CEO SCB Eishockey AG

Es muss ja nicht unbedingt jedes Mal eine Schadenfreude sein, es könnte ja auch eine Freude des gegenseitigen Respekts und der Anerkennung sein. Denn, und jetzt werden wir mal wirklich ernst: Auf dem Eis soll es ruhig knistern und rumpeln, da soll um jeden Zentimeter gefightet werden. Damit aber hat sich's. So wie die Treuhand Cotting AG gewiss zahlreiche Berner Kunden hat, so wie viele Berner Firmen mit Freiburger Kunden geschäften, so gehören auch der HC Fribourg-Gottéron und der SC Bern zusammen. Dessen sollte man sich immer bewusst sein. Die heissen Spiele zwischen den beiden Mannschaften kann es nur geben, wenn sie auch stattfinden. Voraussetzung dafür ist, dass wir auf Clubebene miteinander gehen. Denn wir sind aufeinander angewiesen. Was wäre die Liga ohne den HC Fribourg-Gottéron, was wäre sie ohne den SCB? Eine Meisterschaft ohne die sowohl sportlich als auch unternehmerisch attraktiven Begegnungen zwischen Gottéron und dem SCB wäre eine Suppe ohne Salz und Pfeffer. Wir brauchen uns, auch wenn wir auf dem Markt Konkurrenten sind. Das hat man ja zuletzt wieder gesehen: Ihr habt uns von gleich im Doppelpack Spieler übernommen und uns dann auch noch unseren Assistenztrainer abgeluchst. Letzteren hätten wir allerdings nicht hergeben müssen, schliesslich überlässt man seine guten Leute nicht freiwillig der Konkurrenz. Aber der HC Gottéron hat einen Trainer gebraucht und für Hans Kossmann war es eine grosse Chance, nach Jahren als Assistenztrainer zum Headcoach aufzusteigen.

Dass wir alle im gleichen Boot sitzen, sollten sich auch die Anhänger unseres Sports hinter die Ohren schreiben. Sie können einen entscheidenden Beitrag zu einer packenden Atmosphäre leisten, indem sie ihre eigene Mannschaft lautstark unterstützen. Gegenseitiges Necken soll sein, ab und zu ein bisschen Häme darf es von mir aus auch noch sein. Aber allerspätestens, wenn man sich mit Bierbechern bewirft, hört der Spass auf. Die, die das nicht begreifen, haben nicht begriffen, worum es geht.

In diesem Sinn wünsche ich uns allen eine spannende, abwechslungsreiche Eishockeysaison, in welcher auf dem Eis die Fetzen fliegen, wir uns aber sonst freundschaftlich begegnen – und natürlich, dass wir Berner die Nase vor euch Freiburgern haben werden.

CoRE Fachbeiträge



Rinaldo Jendly
Dipl. Treuhandexperte

In jedem KMU sind Unterschriftenregelungen wichtig.

Unterschieden wird zwischen der Vollunterschrift, Prokura, Handlungsvollmacht und der Vollmacht.

Geschäftsführer, Abteilungsleiter und Mitarbeiter haben neben dem Eigentümer (die weibliche Form ist natürlich auch mitgemeint) eines KMU-Betriebes unterschiedliche Unterschriftsberechtigungen und Befugnisse. Oft kann der Unternehmer nicht alle Entscheidungen selber treffen. Bei Verhandlungen mit Lieferanten und Kunden kann es von Vorteil sein, auch andere Personen rechtsgültig zu bevollmächtigen, welche diese Tätigkeiten durchführen. Die verschiedenen Vollmachten sind im Obligationenrecht (OR) geregelt.

Die Vollunterschrift

Mit der sogenannten Vollunterschrift zeichnet der Inhaber einer Einzelfirma, die Gesellschafter einer Kollektivgesellschaft, der Geschäftsführer einer GmbH, die Direktoren und die zeichnungsberechtigten VR-Mitglieder einer AG oder einer Genossenschaft. Diese zeichnen mit einer Einzel- oder Kollektivunterschrift und können für ihr Unternehmen alles Rechtsgültige tun, was der Zweck der Gesellschaft mit sich bringen kann. Zwingend ist der Eintrag im Handelsregister.

Die Prokura (pp)

Die Prokura wird vom Inhaber eines Handels-, Fabrikations- oder eines anderen nach kaufmännischer Art geführten Gewerbes ausdrücklich oder stillschweigend erteilt, um für ihn das Gewerbe zu betreiben. Der Prokurist vertritt seinen Patron oder dessen Firma gegen aussen. Er kann alle Rechtsgeschäfte tätigen, die dem Zweck des Unternehmens dienen. Die Prokura kann innerhalb des Unternehmens (z. B. auf eine Zweigniederlassung) beschränkt werden. Die Veräusserung und das Belasten von Grundstücken kann der Prokurist nur veranlassen, wenn er ausdrücklich dazu bevollmächtigt wird. Die Prokura kann einer einzelnen Person (Einzelprokura) oder mehreren Personen zu gemeinsamer Unterschrift erteilt werden (Kollektiv-Prokura).

Die Erteilung der Prokura ist im Handelsregister einzutragen.

Die Handlungsvollmacht (i.V.)

Die Handlungsvollmacht wird im Handelsregister nicht eingetragen. Gemäss Obligationenrecht kann der Handlungsbevollmächtigte auch nur Verträge abschliessen und Vereinbarungen eingehen, die der Betrieb des Geschäfts für gewöhnlich mit sich bringt. Er darf aber keine Wechsel unterzeichnen, Darlehen aufnehmen oder aussergewöhnliche Rechtsgeschäfte tätigen ausser, ihm sei die Befugnis dazu ausdrücklich erteilt worden.

Die Vollmacht

Wenn ein Mitarbeiter zur Vornahme einer ganz bestimmten Handlung ermächtigt wird, spricht man von einer Vollmacht. Dabei kann es sich um einen Vertragsabschluss, das Führen eines Prozesses aber auch um die Vertretung des Geschäftsführers an einer wichtigen Sitzung handeln.

CoRE Inside



Prüfungserfolg

Claudia Hayoz, Sachbearbeiterin bei der Treuhand Cotting AG in Düdingen, hat die dreijährige Ausbildung zur Kauffrau mit eidgenössischem Fähigkeitsausweis und Berufsmaturität im Juli 2011 mit Erfolg abgeschlossen. Wir danken ihr für die wertvolle Mitarbeit während der Lehrzeit und wünschen ihr für die am 1. August 2011 angetretene Stelle als Sachbearbeiterin bei der Treuhand Cotting AG viel Erfolg.

Neue Mitarbeitende

Sven Waeber startete am 1. August 2011 bei der Treuhand Cotting AG in Düdingen die 3-Jährige Lehre als Kaufmann mit Berufsmaturität.

TREUHAND COTTING AG

Düdingen Chännelmattstr. 9, 3186 Düdingen
Tel. 026 492 78 78, Fax 026 492 78 79
Bern Münzgraben 4 und Theaterplatz 4, 3000 Bern 7
Tel. 031 329 20 20, Fax 031 329 20 21
Freiburg Rte des Arsenaux 41, Postfach 270, 1705 Freiburg
Tel. 026 347 28 80, Fax 026 347 28 90
www.treuhand-cotting.ch

COTTING REVISIONS AG

Düdingen Chännelmattstr. 9, 3186 Düdingen
Tel. 026 492 78 90, Fax 026 492 78 79
Bern Münzgraben 4 und Theaterplatz 4, 3000 Bern 7
Tel. 031 329 20 20, Fax 031 329 20 21
Freiburg Rte des Arsenaux 41, Postfach 270, 1705 Freiburg
Tel. 026 347 28 80, Fax 026 347 28 90
www.cotting-revisions.ch

FIDUCIAIRE **REVICOR** CONSULTING

Freiburg Rte des Arsenaux 41, Postfach 270, 1705 Freiburg
Tel. 026 347 28 80, Fax 026 347 28 90
www.revicor.ch